



Long métrage « Frontières » d'Apolline TRAORE : Ce film dépeint « des tristes réalités de tous les jours sur les routes africaines », déclare le Président du Faso

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du vendredi 5 mai 2017
7h/7

d' Afrique

N°380

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appelrez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 20.

Accident sur l'axe Tougan-Dédougou : des blessés graves

Page 8



Situation nationale Le diagnostic de l'AECC

Page 4



Union Africaine des télécommunications : Comment accroître la visibilité des télécommunications en Afrique ?

Page 2



Conseil des ministres du 3 mai 2017 : Le chef de l'Etat donne des instructions afin que la chaîne de responsabilité puisse répondre à la suspicion de détournement de 200 millions FCFA au niveau du SIAO

Page 18



SOCIÉTÉ

Union Africaine des télécommunications : Comment accroître la visibilité des télécommunications en Afrique ?

Région du Centre



La 18e session ordinaire du Conseil d'administration de l'Union africaine des télécommunications (UAT) a ouvert ses portes ce mercredi 3 mai 2017 à Ouagadougou.

La 18e session ordinaire du Conseil d'administration de l'Union africaine des télécommunications (UAT) a ouvert ses portes ce mercredi 3 mai 2017 à Ouagadougou. Durant trois jours, les Etats membres et les membres associés de l'organisation continentale spécialisée en matière des Télécommunications se pencheront sur la vie et sur l'efficacité de l'action de l'UAT au profit des populations. La cérémonie d'ouverture des travaux a été présidée par Madame le ministre du développement de l'économie numérique et des postes.

Le Burkina accueille du 3 au 5 mai 2017 la 18e session du Conseil d'administration de l'Union africaine des télécommunications (UAT). A cette rencontre, les participants venus de 18 pays membres de l'union africaine des télécommunications vont examiner le projet de travail du budget de l'exercice 2017-2018 de l'union. Selon son Secrétaire général, 2017 est une année de grands défis. Les activités annoncées qui sont entre autres les conférences, les ateliers de renforcement de capacité vont contribuer à accroître la visibilité des télécommunications souligne Abdoul Karim Soumaïla. Il espère que les ateliers sur les renforcements de capacités des membres de

l'UAT vont se poursuivre avec le concours de tous mais aussi de l'UAT et d'autres acteurs TIC.

Pour le Directeur du bureau de développement des télécommunications de l'Union internationale des télécommunications (UIT), Brahim Sanou, plus de la moitié de la population africaine utilise Internet. Pour lui, il faudrait travailler davantage afin que les TIC deviennent véritablement un pilier de développement en Afrique. « Personne d'autre n'aimera l'Afrique plus que les Africains ». Il a par ailleurs, encouragé ses partenaires de l'Union africaine des télécommunications (UAT)

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

à poursuivre dans la promotion du développement rapide des info-communications en Afrique dans le but de réaliser de la manière la plus efficace la disponibilité des services, l'accès universel et l'interconnectivité intégrale du continent.

Les télécommunications et les TICs ont une importance dans les échanges entre les peuples et les Nations a laissé entendre Adja Fatimata Ouattara, ministre en charge de l'économie numérique. Elles sont des outils indispensables pour le développement de nos Etats, a-t-elle souligné. « Les télécommunications/TIC



A cette rencontre, les participants venus de 18 pays membres de l'union africaine des télécommunications vont examiner le projet de travail du budget de l'exercice 2017-2018 de l'union.



Madame le ministre du développement de l'économie numérique et des postes.



Le Directeur du bureau de développement des télécommunications de l'UIT.

constituent à l'heure actuelle un secteur de haute priorité dans les programmes de développement de nos Etats. Après avoir abrité la 10^e session, le Burkina Faso est fier d'abriter cette présente session et d'apporter sa contribution à la recherche des voies et moyens pour un développement harmonieux des télécommunications et des TIC afin que ce secteur contribue efficacement au développement

économique et à l'intégration africaine », a dit la ministre du développement de l'économie numérique et des postes. Au regard de l'importance de ces télécommunications dans le développement de l'Afrique, Adja Fatimata Ouattara a invité tous les participants au cours des 3 jours de travaux, à des débats francs pour le renforcement de l'union.

Cette rencontre devra permettre

d'examiner entre autres le Rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Union de juin 2016 à avril 2017, le Rapport des comptes vérifiés de l'exercice 2015-2016, le Projet de programme de travail et de budget de l'exercice 2017-2018, les propositions de thèmes pour la célébration de la journée africaine des télécommunications.

En rappel, l'UAT a été créé en 1999 en Afrique du Sud pour remplacer l'Union panafricaine des télécommunications (UPAT). Sa vision est de faire du continent, un « acteur actif de la société de l'information ». Son Conseil d'administration, composé de 18 Etats membres élus pour quatre ans, siège une fois par an en session ordinaire.

Le Burkina Faso est membre dudit Conseil au titre de la Région Ouest africaine depuis 1999.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

Situation nationale Le diagnostic de l'AECC

Région du Centre



Pour le Président de l'AECC, Sidiki Dermé (milieu), l'Etat doit restaurer son autorité face aux actions de débrayage des syndicats.

En réaction aux sorties des certaines organisations politiques et syndicales, l'Association pour l'Emergence de la culture citoyenne (AECC) a convié la presse le 26 avril pour donner sa lecture des faits. Elle invite l'Etat à restaurer son autorité.

Inopportun, tel est le point de vue de l'AECC par rapport aux activités de la Coalition pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale (CODER). Parce que, disent-ils sous les auspices du Conseil des Sages, le Burkina est désormais régi selon le tryptique :

Vérité, Justice et Réconciliation. Aussi considèrent-ils que les actions de la CODER ne sont que l'œuvre de « politiciens en perte de vitesse » qui auraient oublié que le temps n'est plus au jeu de la comédie. En revanche, l'association estime que la CODER n'a pas à être dissoute : « Ce ne serait pas opportun. Elle finira par disparaître d'elle-même », estime le président de l'association Sidiki Dermé. Toutes aussi jugées contreproductives, les grèves des syndicats « relais d'officines politiques ». Leur actions constituent « une diversion qui ne

passera pas. », a ajouté M. Dermé

Sur le discours de la Nation du Premier Ministre, l'association dit déplorer le fait que les conditions de vie des plus démunis demeurent peu enviables d'où son invite à plus d'efforts de la part du gouvernement.

Sur les questions de sécurité et de justice, l'association n'a pas manqué de donner son point de vue. Le terrorisme ? « Il s'agit d'un pacte qu'ils (Ndlr les terroriste) ont signé avec l'ancien régime mais le peuple burkinabé se battra contre quiconque décidé de l'inquiéter. »

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4

Le procès des membres du dernier gouvernement Tiao ? : « Le peuple l'attend de pied ferme. Selon le président de la structure, Les ministres en question doivent répondre de leurs actes devant la

justice. » Pour tout cela, l'Etat doit restaurer son autorité et veiller à l'indépendance de la justice. D'autant qu'ayant reçu l'onction du peuple, il est le seul à pouvoir se prévaloir de toute légitimité

en ce sens, a-t-il conclu .

Soumana Loura pour SC Info

Le ministre des Infrastructures à Fada N'gourma : « Nous ne sommes pas venus présenter les excuses du gouvernement »

Région de l'Est

Le ministre des infrastructures Eric BOUGOUMA a rencontré ce 29 avril 2017 à Fada N'Gourma, dans la salle de réunion du conseil régional, les forces vives de la région de l'Est. Cette rencontre avait pour objectif d'échanger sur la question du réseau routier de la région.

Elle était attendue par l'ensemble de la population de la région, elle est enfin arrivée, la rencontre entre le ministre des infrastructures Eric W. BOUGOUMA et l'ensemble des forces vives de la région de l'Est. Elle a eu lieu ce 29 avril et les participants devaient échanger autour de la question du réseau routier de la région. Prenant la parole pour souhaiter la bienvenue à la délégation, le maire de la commune de Fada Jean Claude LOUARI a salué la tenue de cette rencontre car, pour lui, seul le dialogue permet de résoudre certaines difficultés. Le ministre Eric W. BOUGOUMA dit que cette sortie ne vise pas à présenter les excuses du gouvernement



Le ministre Eric W. BOUGOUMA dit que cette sortie ne vise pas à présenter les excuses du gouvernement encore moins faire des promesses fallacieuses à la population car poursuit-il, la région de l'Est est une priorité du gouvernement.

La suite à la page 6

SOCIÉTÉ

La suite de la page 5



Cette rencontre fait suite aux différentes sorties menées par les forces vives de la région.



Je félicite les forces vives de la région pour leur engagement.

encore moins faire des promesses fallacieuses à la population car poursuit-il, la région de l'Est est une priorité du gouvernement.

Il ajoute que pour cette année 2017, deux projets sont prévus à l'Est ; l'un qui concerne le tronçon Koupéla-Gounghin

dont les travaux ont été lancés le 14 février dernier, et l'autre, Gounghin- Fada- Piéga- Kantchari frontière du Niger dont les travaux ne peuvent pas commencer en 2017. »Il était important pour nous de venir dire à l'ensemble des forces vives de la région, aux responsables des organisations de la société civiles que la région de l'Est figure dans les priorités du gouvernement. Nous sommes venus faire le point des différents projets routiers qui existent dans la région et également faire le point des entretiens courants qui existent sur l'ensemble du pays et particulièrement à l'Est. Nous avons également donné des précisions sur ce qui peut être fait immédiatement, ce qui se fera à long terme et sur ce qui ne sera pas fait. Ce mauvais état du réseau routier est dû au fait que pendant longtemps, il n'y a pas eu d'entretien. Je félicite les forces vives de la région pour leur engagement. Je saisi l'opportunité

La suite à la page 7

SOCIÉTÉ

La suite de la page 6

pour dire aux différentes entreprises qui viendront exécuter des travaux qu'elles ont intérêt à bien faire car ça y va de leur crédibilité dans l'avenir avec le ministère des infrastructures. De cette rencontre, je sors satisfait » conclut le ministre BOUGOUMA.

Les décrets ne résolvent pas les problèmes, c'est le travail sur le terrain qui compte

Adolphe TANKOANO, porte-parole des forces en lutte pour la réhabilitation du réseau routier de

la région, dit rester sur sa soif car pour lui « le ministre BOUGOUMA devait dire aux forces vives de la région qu'est-ce qui peut être fait afin de traverser la saison des pluies qui constitue un grand calvaire des populations. Il poursuit en disant qu'il ne suffit pas de s'asseoir dans un bureau climatisé pour prendre des décrets tout en sachant que ces derniers ne résolvent pas les problèmes » Tout en saluant le bien fondé de telles rencontres, le ministre BOUGOUMA a invité les forces vives de la région de l'Est

à se constituer en comité de suivi afin de les aider à mieux suivre les travaux des entreprises sur le terrain. Cette rencontre fait suite aux différentes sorties menées par les forces vives de la région.

Diallo Issaka Souleymane pour SC Info

Brève

Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN) : La majorité des membres souhaite la démission du Président

Quelques membres permanents (au nombre de 16) du Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN) ont signé une pétition pour demander la démission du Président Benoit Kambou. Ces derniers reprochent au Président Kambou son manque de vision et l'absence de résultat concret depuis l'installation des membres le 22 mars 2016. Le dysfonctionnement organisationnel de la structure a également été pointé du doigt par ces 16 dissidents du Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN). En rappel, le Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN) est constitué de 21 membres permanents.

Rédaction SCI



ACTU RÉGION

Accident sur l'axe Tougan-Dédougou : des blessés graves

Région de la boucle du Mouhoun



Car accidenté.

Tandis que les travailleurs de la commune de Gassan, dans la province du Sourou, célébraient le 1^{er} mai, fête du travail dans la quiétude, à quelques kilomètres un autre scénario se jouait sur l'axe Tougan- Dédougou.

En effet, un minicar de couleur blanche qui a quitté Tougan pour BOBO via Dédougou a terminé sa course dans le tronc d'un arbre

à trois kilomètres du village de Djimbara et sept kilomètres de GASSAN chef de la commune aux environs de dix heures. Selon les informations recueillies sur place, il s'agit de la lame du véhicule qui est brisé au moment où l'engin fonçait en trombe dans un trou béant. Le chauffeur en voulant éviter le fossé a percuté violemment le tronc d'arbre. Ce drame a, non seulement endommagé fortement le véhicule, mais il a aussi fait trois

blessés graves dont deux bébés et un adulte transportés au CSPS de GASSAN. Quand au chauffeur il été introuvable sur les lieux.

Mamadou GOH pour SC Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

COMMUNIQUE DE PRESSE



Le village de Banankeledaga dans la commune de Bama, province du Houet, a connu une mortalité rapide de près d'une soixantaine de bœufs dans la seule journée du 18 avril 2017.

Les résultats des différents prélèvements des services vétérinaires ont permis de connaître davantage sur les causes de ce sinistre.

Après analyse des échantillons des animaux morts, le Laboratoire national d'élevage a mis en évidence la présence de bacillus anthracis.

Le charbon bactérien est une maladie zoonotique, tellurique due à une bactérie appelée Bacillus anthracis dont la spore peut subsister dans le sol pendant plusieurs années.

Le diagnostic du charbon bactérien comme cause des

mortalités d'animaux confirme la présence d'un ou plusieurs « champs maudits » dans la commune de Banankeledaga.

De ce fait, le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques a déclenché une série de mesures qui sont les suivantes:

- La circonscription de la zone où les mortalités ont été enregistrées (interdire l'accès à tout animal) ;

- La désinfection des zones où les carcasses ont été incinérées ;

- la vaccination en anneau de toutes les espèces sensibles au charbon bactérien, particulièrement les bovins et les petits ruminants ;

- la prise en charge médicale si nécessaire de toutes les personnes qui sont rentrées en contact avec les carcasses après consultation dans

les formations sanitaires;

- la sensibilisation de la population sur la maladie ;

- la poursuite de la surveillance.

Une équipe de la Direction Générale des Services Vétérinaires, en collaboration avec les services déconcentrés de la région, est à pied d'œuvre depuis le 25 avril 2017.

Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques réitère ses remerciements aux autorités administratives de la région des Hauts-Bassins et compte sur la franche collaboration des autorités communales et des populations pour la bonne conduite des mesures envisagées.

DCPM/MRAH

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Long métrage « Frontières » d'Apolline TRAORE : Ce film dépeint « des tristes réalités de tous les jours sur les routes africaines », déclare le Président du Faso

Région du Centre



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, accompagné de son épouse, Madame Sika KABORE, a assisté à la projection du film « Frontières » de la cinéaste burkinabè Apolline TRAORE.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, accompagné de son épouse, Madame Sika KABORE, a assisté dans la soirée du lundi 1er mai 2017, à la projection du film « Frontières » de la cinéaste burkinabè Apolline TRAORE.

La projection du film « Frontières » s'est déroulée en présence du Premier ministre, de présidents d'institution, de membres du gouvernement et des représentants de missions

diplomatique et consulaire. Le couple présidentiel, avant de prendre place pour la projection, a montré « patte blanche » en présentant ses documents d'identité aux « forces de contrôle » pour la circonstance; un acte qui leur a permis de franchir la barrière policière. Une symbolique très forte pour un film qui dépeint les entraves à la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEDEAO. D'entrée, la réalisatrice du film, Madame Apolline TRAORE, a remercié le Président du Faso pour sa présence effective à cette séance

de projection de son long métrage qui comme elle l'a souligné, « constitue une pure fiction ». Fiction certes, mais le film « Frontières » met à nu les tracasseries policières et douanières vécues par les voyageurs dans l'espace CEDEAO, cette organisation sous régionale qui a pour leitmotiv, la promotion de la libre circulation des personnes et des biens. La cinéaste Apolline TRAORE à travers ce film, a mis en exergue les problèmes sociaux tels la corruption, les vols, les accidents et les viols. Elle a su également, à travers la

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU OUVERNEMENT

La suite de la page 10



La cinéaste Apolline TRAORE à travers ce film, a mis en exergue les problèmes sociaux tels la corruption, les vols, les accidents et les viols.

complicité des quatre actrices principales du film, Amélie MBAYE, Nady SY SAVANE, Adizétou SIDI et Unwana UDOBANG, décrire la solidarité féminine qui se manifeste souvent au prix de la vie. A la fin de la projection, le Président du Faso a laissé un mot dans le livre d'or et « salué Apolline TRAORE pour ce film, qui est un grand succès ».

Selon le chef de l'Etat, ce film dépeint « des tristes réalités de tous les jours sur les routes africaines. Il n'y a pas eu beaucoup de fiction dans ce film, parfois c'est en deçà de ce que les gens peuvent vivre dans la réalité ». Ce long métrage constitue « une interpellation pour que l'intégration africaine soit véritablement une réalité, que la libre circulation des personnes et des biens soit également une réalité. C'est un grand défi que ce film a énoncé », a fait remarquer le Président du Faso.



A la fin de la projection, le Président du Faso a laissé un mot dans le livre d'or et « salué Apolline TRAORE pour ce film, qui est un grand succès ».

**La Direction de la Communication
de la Présidence du Faso**

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Réalisation de la cartographie des risques des ministères: Cinq ministères à l'honneur

Région du Centre



Durant six jours les participants suivront la formation sur trois modules.

Le ministère de l'Economie, des Finances et du développement, à travers l'inspection générale des finances, en partenariat avec la Banque mondiale, a ouvert un atelier de formation des acteurs pour la réalisation de la cartographie des risques de cinq ministères, le mardi 02 mai 2017, à la direction générale du Trésor et de la comptabilité publique à Ouaga 2000. Cette formation durera du 02 au 6 mai 2017. A l'ouverture de la session de formation, la représentante du ministre de l'Economie, des Finances et du

développement, **Pauline Zouré**, par ailleurs, **secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire**, a invité les acteurs à une participation assidue.

Ils sont au total cinq ministères qui bénéficieront de la réalisation de la cartographie de risques pour la première session de formation du ministère de l'Economie, des Finances et du développement, en partenariat avec la Banque mondiale à travers son Projet de gouvernance économique et de participation citoyenne. Il s'agit du

ministère de la Santé, du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation, du ministère des Infrastructures, du ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du changement climatique et celui de la Femme, de la Solidarité nationale et de la famille. L'ouverture de l'atelier de formation des acteurs pour la réalisation de la cartographie de ces cinq ministères a eu lieu, le mardi 02 mai 2017, à la direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, sis à Ouaga 2000.

Durant six jours les participants suivront la formation sur trois

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

modules. Selon le formateur, Souleymane Séré, expert-comptable, le premier module porte sur les bases conceptuelles de la cartographie; le second sur l'application et la mise en œuvre des outils, et enfin, le troisième, sur la fabrication. «Il s'agit d'une formation-action qui va permettre aux acteurs que sont les membres des corps de contrôle, mais surtout les acteurs exposés à ces risques de s'approprier les risques et les outils pour réaliser la cartographie. L'activité va permettre au coordonnateur d'avoir un plan d'audit des risques majeurs sur lesquels ils reviendront pour améliorer les dispositifs», a précisé M. Séré. Pour lui, la cartographie des risques est la représentation synthétique du niveau d'exposition aux aléas qui peuvent avoir un impact sur la réalisation des objectifs d'une structure. Cette représentation permet d'avoir en priorité des actions à mener considérant les points de vue de vulnérabilités et de les relever pour améliorer les performances.

Pour la représentante du ministre de l'Economie, des Finances et du développement, Pauline Zouré, par ailleurs, secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire, le choix des cinq premiers ministères s'inscrit dans un plan d'actions. Il obéit à la planification qui a été faite, mais aussi aux moyens disponibles pour le moment. «Avec le projet dont l'objectif est d'accompagner le ministère dans la mise en œuvre de la réforme du budget-programme, il est prévu également d'autres sessions de formation d'acteurs qui seront ultérieurement présentées», a confié la secrétaire d'Etat. De l'avis



A l'ouverture de l'atelier de formation, Pauline Zouré a saisi l'occasion pour saluer à sa juste valeur l'initiative de la Banque mondiale.

de la représentante du ministre de l'Economie et des Finances, la cartographie des risques se révèle être un des outils importants de gestion, permettant aux décideurs de prendre les décisions les plus appropriées et aux structures de suivi et de contrôle de mieux cibler leurs zones ou leurs types d'intervention. A l'ouverture de l'atelier de formation, Pauline Zouré a saisi l'occasion pour saluer à sa juste valeur l'initiative de la Banque mondiale, à travers le Projet gouvernance économique de la participation citoyenne (PGEPC) de faire réaliser par l'inspection générale des finances et les inspections techniques la cartographie des cinq ministères sus cités. «Cette approche devrait

permettre de renforcer les capacités de ces acteurs et de pérenniser cette technique d'analyse de l'environnement de toute notre administration», a-t-elle soutenu.

Depuis le 1er janvier 2017, a expliqué la secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire, le Burkina Faso s'est engagé dans la mise en œuvre intégrale du budget-programme qui est une réforme majeure et aussi une directive communautaire. Pour optimiser les chances de réussite de cette réforme, a-t-elle justifié, nous avons entrepris de former les différents acteurs et surtout de diagnostiquer au niveau des ministères cités, la situation et de voir s'il y a des événements ou

La suite à la page 18

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13

des comportements qui puissent empêcher que nous n'atteignons pas les objectifs assignés à la réforme. C'est dans ce cadre que cet atelier est organisé au profit des corps de contrôle, notamment, les contrôleurs d'Etat, les inspecteurs des services techniques et les directeurs généraux et centraux des ministères, pour qu'ils puissent accompagner les différents ministères à identifier leurs forces

et leurs faiblesses et à préparer un plan de gestion de ces risques, afin qu'on puisse ensemble réussir la réforme dans laquelle nous nous sommes engagés. Et cela pour contribuer à l'atteinte optimale du PNDES (Plan national de développement économique et social). Par ailleurs, elle a salué l'accompagnement technique de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre

la corruption qui, de son avis, constitue d'ores et déjà un gage de succès et une caution de qualité de cette activité. Elle a, en outre, invité les bénéficiaires de la formation à une participation assidue en vue de tirer profit du consultant formateur.

Réalisation de la cartographie des risques des ministères: Cinq ministères à l'honneur

Région du Centre

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 03 mai 2017, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 14 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres. Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE LA SECURITE

Le Conseil a adopté un rapport relatif au recrutement exceptionnel d'élèves policiers au profit de la



La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

Police nationale.

Ce recrutement vise à renforcer les capacités opérationnelles et le dispositif sécuritaire de la Police nationale.

Le Conseil a marqué son accord pour le recrutement à titre exceptionnel de 2 500 élèves assistants par an sur une période de trois (03) ans au profit de la Police nationale, permettant de passer du ratio d'un (01) policier pour 1 300 habitants en 2016 à un policier pour 910 habitants en 2020, conformément aux engagements du Président du Faso.

I.2. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la tenue de la deuxième session du Cadre de concertation et de dialogue entre l'Etat et les organisations de la société civile du Burkina Faso.

Ce Cadre qui a pour objectif de promouvoir et de renforcer le partenariat entre l'Etat et les organisations de la société civile, se tiendra à Ouagadougou sous le thème « cohésion sociale et mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) : quelle contribution des organisations de la société civile ? ».

Cette rencontre est placée sous le très haut patronage de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du

Faso.

I.3. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES

Le Conseil a adopté huit (08) rapports.

Le premier concerne les résultats de l'appel d'offres accéléré N°2016-48F/MAAH/SG/DMP du 22/08/2016 pour l'acquisition d'engrais chimiques au profit du Ministère de l'agriculture et des aménagements hydrauliques.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution des marchés aux entreprises suivantes :

Lot 1 : ICS pour l'acquisition d'engrais chimiques au profit des Directions régionales de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Centre, du Plateau-Central, du Centre-Nord et du Sahel pour un montant minimum de sept cent dix millions cinq cent mille (710 500 000) FCFA TTC et un montant maximum de un milliard quatre cent trente millions trois cent cinquante mille (1 431 350 000) FCFA TTC après une augmentation de 14,96% de l'offre maximale initiale avec un délai d'exécution de trente (30) jours par ordre de commande ;

Lot 2 : ICS pour l'acquisition d'engrais au profit des Directions régionales de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Centre-Est, du Centre-Sud et de l'Est, pour un montant minimum de neuf cent quatre-vingt-quatorze millions (994 000 000) FCFA TTC

et pour un montant maximum de deux milliards quatre-vingt-douze millions six cent quarante-cinq mille (2 092 645 000) FCFA TTC après une augmentation de 14,92% de l'offre maximale initiale avec un délai d'exécution de trente (30) jours par ordre de commande.

Lot 3 : Groupement BIODIS/COGEA INTERNATIONAL pour l'acquisition d'engrais chimiques au profit des Directions régionales de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques du Centre-Ouest, de la Boucle du Mouhoun et du Nord pour un montant minimum de trois cent quatre-dix-huit millions (398 000 000) FCFA TTC et pour un montant maximum sept cent soixante-seize millions sept cent-trente-cinq mille (776 735 000) FCFA TTC après une augmentation de 14,95% de l'offre maximale initiale avec un délai d'exécution de trente (30) jours par ordre de commande.

Le financement est assuré par le budget de l'Etat, gestion 2017.

Le deuxième rapport est relatif à un décret portant fixation des conditions de l'institution et de perception de la contribution forfaitaire obligatoire ainsi que les conditions de son extension au profit des organisations interprofessionnelles des filières agricoles, pastorales, sylvicoles, halieutiques et fauniques.

Le troisième concerne un décret portant organisation, composition, attributions et fonctionnement des organes d'administration et de gestion des organisations interprofessionnelles des filières

La suite à la page 16

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15

agricoles, pastorales, sylvicoles, halieutiques et fauniques.

Le quatrième rapport est relatif à un décret portant fixation des conditions et modalités de l'extension, de la suspension et du retrait des accords interprofessionnels des organisations interprofessionnelles des filières agricoles, pastorales, sylvicoles, halieutiques et fauniques.

Le cinquième concerne un décret portant fixation des conditions de reconnaissance, de retrait de la reconnaissance des organisations interprofessionnelles des filières agricoles, pastorales, sylvicoles, halieutiques et fauniques.

Le sixième rapport est relatif à un décret portant fixation des modalités d'appui-conseil et d'accompagnement par l'Etat, des organisations interprofessionnelles des filières agricoles, pastorales, sylvicoles, halieutiques et fauniques.

Le septième est relatif à un décret portant fixation des conditions d'organisation de la concertation annuelle entre les interprofessions, l'Etat, les partenaires techniques et financiers et les représentants des collectivités territoriales.

Le huitième rapport concerne un décret fixant les conditions et les modalités de dissolution des organisations interprofessionnelles des filières agricoles, pastorales, sylvicoles, halieutiques et fauniques.

L'adoption de ces décrets vise à créer un environnement

institutionnel et réglementaire adapté pour une meilleure promotion des organisations interprofessionnelles des filières agricoles, pastorales, sylvicoles, halieutiques et fauniques.

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DES INFRASTRUCTURES.

Le Conseil a adopté un rapport relatif à l'appel d'offres ouvert N°2017-0161/MI/SG/DMP/SMT-PI relatif aux travaux d'aménagement et de bitumage de voiries parallèles à BABANGUIDA : Rues WEMBA POKO (29.21) et 29.46.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché au Groupement GC/EKS pour un montant de trois milliards cent soixante-cinq millions quarante-neuf mille deux cent cinquante et un (3 165 049 251) FCFA TTC avec un délai d'exécution de huit (08) mois.

Le financement est assuré par le budget de l'Etat, gestion 2017.

COMMUNICATION ORALE

Le Président du Faso a informé le Conseil de la désignation du Professeur Filiga Michel SAWADOGO, en qualité de Commissaire de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA) pour le compte du Burkina Faso.

III. NOMINATIONS

III. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU

FASO

Monsieur Bedializoun Moussa NEBIE, Mle 25 651 E, Ministre plénipotentiaire, 2ème classe, 12ème échelon, est nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina Faso près la République du Kenya et Représentant permanent du Burkina Faso près l'Office des Nations unies à Nairobi ;

Monsieur Patrice KOURAOGO, Mle 54 776 G, Chargé de recherche, catégorie P3, est nommé Conseiller spécial du Président du Faso, chargé de la culture et du tourisme ; Monsieur Touwindé Simon TARNAGDA, Mle I A 21, Economiste, est nommé Directeur général de la Loterie nationale du Burkina (LONAB).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA SECURITE

Monsieur Saïdou ZETIYENGA, Mle 69 206 W, Administrateur civil, 1ère classe, 15ème échelon est nommé Inspecteur général des services ; Monsieur Lallé SOMMA, Mle 52 966 C, Inspecteur de l'enseignement du 1er degré est nommé chargé de missions ; Monsieur Adama Serge ILBOUDO, Mle 27 550 L, catégorie 1, 4ème échelon, Commissaire de Police, est nommé Directeur général des transmissions et de l'informatique ;

Monsieur Siragnan ZANRE, Officier supérieur des Forces armées nationales, est nommé Coordonnateur de la coordination opérationnelle des services de sécurité ; Monsieur Saturnin PODA, Officier supérieur des Forces armées

La suite à la page 17

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16

nationales, est nommé Directeur du Centre unifié de gestion de crise (CUGC).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Monsieur Sannoubomé Justin SOME, Mle 24 059 V, Administrateur civil, 1ère classe, 12ème échelon, est nommé Secrétaire général ; Monsieur Aly TRAORE, Officier supérieur des Forces armées nationales est nommé Directeur de cabinet.

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

Madame Bintou DIALLO, Expert en développement international, est nommée Conseiller économique chargé de la coopération décentralisée près l'Ambassade du Burkina Faso à Paris ; Monsieur Laciné GANAME, Mle 117 387 M, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur de la communication et de la presse ministérielle.

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

Monsieur Balamine OUATTARA, Mle 25 697 Z, Magistrat, grade exceptionnel, 4ème échelon, est nommé Chargé de missions.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Monsieur Salif TRAORE, Mle 105 208 U, Administrateur civil, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Conseiller technique ; Monsieur Nicolas BARRO, Mle 49 403 G, Professeur titulaire, grade intermédiaire, 2ème échelon, est nommé Président de l'Université de Koudougou ; Monsieur Mahamadou SAWADOGO, Mle 78 122 C, Professeur titulaire, grade initial, 1er échelon, est nommé Vice-président chargé des enseignements et des innovations pédagogiques de l'université Ouaga I Professeur Joseph KI-ZERBO ;

Madame Olga Mélanie LOMPO, Mle 53 411 L, Professeur titulaire, Catégorie P, 1er échelon, est nommée Vice-présidente, chargée de la recherche et de la coopération internationale à l'université Ouaga I Professeur Joseph KI-ZERBO ; Monsieur Antoine BERE, Mle 59 229 S, Professeur titulaire, grade intermédiaire, 2ème échelon, est nommé Chargé de missions du Centre universitaire polytechnique de Ouahigouya ;

Monsieur Aboubakar Sidiki OUATTARA, Mle 035 674 E, Professeur titulaire, Catégorie P1, classe exceptionnelle, est nommé Chargé de missions du Centre universitaire polytechnique de Dédougou ;

Monsieur Irénée SOMDA, Mle 49 408 U, Enseignant chercheur, Catégorie P1, 3ème échelon, est nommé Chargé de missions du Centre universitaire polytechnique de Gaoua.

AU TITRE DU MINISTERE DES INFRASTRUCTURES

Monsieur Parimyélé Paul YAOGO, Mle 24 018 A, Ingénieur en génie civil, 1ère classe, 17ème échelon, est nommé Secrétaire général.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES

Monsieur Dié SANOU, Mle 65 12 058 A, Ingénieur de conception des télécommunications, est nommé Directeur général des infrastructures de communications électroniques. Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement,

Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINOU

Officier de l'ordre national

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Conseil des ministres du 3 mai 2017 : Le chef de l'Etat donne des instructions afin que la chaîne de responsabilité puisse répondre à la suspicion de détournement de 200 millions FCFA au niveau du SIAO

Région du Centre



Dans le PNDES, les engagements pris par le chef de l'Etat, c'est que le ratio d'un policier pour 1300 habitants passe à un policier pour 910 habitants.

Le conseil des ministres s'est tenu sous la présidence de Rock Marc Christian Kaboré. Il a étudié un certain nombre de dossiers de fond et attendu des communications orales.

-Au titre du ministère de la sécurité, le conseil a validé le recrutement ordinaire de 1745 élèves officiers et le recrutement supplémentaire

de 755 autres élèves officiers. Dans le PNDES, les engagements pris par le chef de l'Etat, c'est que le ratio d'un policier pour 1300 habitants passe à un policier pour 910 habitants. Dans cette obligation, il y a un recrutement supplémentaire de 755 élèves assistants qui va être mis en place pour compléter le recrutement de 1445 qui était déjà prévu. On aura donc 2500 élèves assistants

qui seront recrutés cette année.

-Au titre du ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation, le conseil a donné son accord pour la tenue de la deuxième session du cadre de concertation et de dialogue entre l'Etat et les organisations de la société civile pour le 23 mai prochain. Le thème sera : « cohésion sociale et mise en œuvre du PNDES

La suite à la page 19

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18

: quelle contribution des OSC ? ».

-Au titre du ministère de l'agriculture et de l'aménagement hydraulique, le conseil a adopté le résultat d'un appel d'offre visant la fourniture d'engrais aux treize régions du Burkina Faso. Il s'agit de trois lots d'un montant total de 7 milliard 500 millions FCFA.

Pour ce ministère, il y a également sept décrets d'application qui ont été pris pour rendre effectif la loi 050/2012 portant réglementation des organisations interprofessionnelle des filières agricoles, sylvicole,

pastorale, halieutique et faunique au Burkina Faso.

-Au titre du ministère des infrastructures, le conseil a fait une approbation de l'appel d'offre pour les travaux d'aménagement et de bitumage de voiries parallèle à Babangida : il s'agit des rues winba poko notamment des rue, 29.21 et 29.46.

-La communication orale porte sur la suspicion de détournement 200 millions FCFA au niveau du SIAO. Le chef de l'Etat s'est dit extrêmement choqué que cela ait été appris par voix de presse. Il a ainsi donné

des instructions pour que toutes les mesures soient prises afin que toute la chaîne de responsabilité puisse répondre. Les personnes incriminées ont jusqu'au 15 mai pour fournir les preuves de l'usage effectif de ces fonds ou de leur réception afin de se déculpabiliser avant que le dossier ne soit transmis à la justice le cas échéant.

DCPM/MCRP

Brève

Le procès du dernier gouvernement Blaise Compaoré reprend ce jeudi matin 4 mai devant la Haute Cour de justice à Ouagadougou. Ouvert il y a une semaine, le procès avait aussitôt été renvoyé. Jeudi dernier, 25 anciens ministres se sont présentés. Six ministres qui vivent en exil seront jugés par contumace. A commencer par l'ex-président, qui est jugé en tant qu'ancien ministre de la Défense et qui a pris la nationalité ivoirienne. Ils sont poursuivis pour «complicité d'homicide volontaire et complicité



de coups et blessures présumée dans la répression volontaires». Ils sont jugés de l'insurrection populaire pour leur implication d'octobre 2014 qui avait

Rédaction SCI

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Handicap International

Physiothérapeute thérapeute formateur / mentor dans la gestion des victimes de la torture / violence sexuelle

Description

Handicap International a développé des partenariats stratégiques avec des organisations humanitaires médicales depuis 2010 afin d'améliorer l'accès aux premiers services de réadaptation physique ainsi que la physiothérapie spécialisée suivie des conditions médicales résultant de la violence et la torture.

Le partenaire médical de Handicap International a mis en place un projet de réhabilitation mentale et médicale pour les migrants sous la modalité de prestation de soins dans une clinique, il vise à assurer un meilleur accès des migrants aux soins de santé physique et mentale. Une proportion importante des patients vus à la clinique ont été victimes de violence sexuelle basée sur le genre (SGBV), les mauvais traitements et la torture. Les patients qui viennent à la clinique par des activités de promotion de la santé dans les collectivités et / ou la présentation de soi sont visés d'avoir accès à des conseils de santé mentale, les soins psychiatriques, de réadaptation physique et d'investigation gynécologique

Le centre vise à fournir une approche multidisciplinaire pour faire face à ces les questions, y compris les conséquences médicales de la violence, SGBV et de mauvais traitements. En outre, il vise également les professionnels locaux - dont des gynécologues, des infirmières, des promoteurs de la santé, travailleurs sociaux, des psychiatres, des physiothérapeutes et des psychothérapeutes - qui travaillent soit un jour après jour dans la clinique du centre. Pour son service de physiothérapie actuel est composé de 5 PT national et a une capacité de desservir jusqu'à 40 patients par jour comme modalité de thérapie individuelle et de groupe, développement pour répondre à de nouveaux patients et la rationalisation des capacités est nécessaire, ainsi que la capitalisation des résultats de ces soins par la mise en réseau et la recherche opérationnelle et d'analyse.

Pour plus d'informations sur les travaux de Handicap International, s'il vous plaît visitez le site Web HI www.handicapinternational.be.

Analyser, améliorer et assurer la qualité continue des services du projet par les meilleures pratiques de soins de physiothérapie (PT) en conformité avec les protocoles MSF, les procédures et les lignes directrices de l'évaluation par l'apport sortie du patient.

participer activement au développement continu et la mise en œuvre de l'approche de l'équipe multidisciplinaire (MDT) pour les soins aux patients.

Superviser directement, mentor et soutien 5 cliniciens PT.

Se conformer à toutes les exigences administratives et de gestion du projet et de répondre aux demandes de gestion aux fins d'enquête, d'analyse et de réponse à l'expansion future du projet.

Expériences / Formation du candidat

D i p l ô m e :

- baccalauréat d'une école agréée / approuvé pour la physiothérapie.

Expérience requise:

- Vaste expérience (au moins 3 ans) en tant que physiothérapeute avec une solide expérience orthopédique et compétences ultérieures de gestion de la douleur, psychomotricité pour les adultes.

- Compréhension et expérience mise en œuvre des interventions de physiothérapie culturellement adaptés aux personnes qui ont subi des traumatismes physiques et mentaux.

- Expérience avec les victimes de mauvais traitements et des réseaux de plaidoyer sur la

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

prévention torture préférée (dans le développement / mise au point).

- Expérience des supervision et des physiothérapeutes de coaching.
- Expérience en coopération de travail avec interprète
- Connaître les différents groupes ethniques et la compréhension de la facilitation / interprétation des animateurs culturels tout en effectuant l'évaluation / traitement

Qualité du candidat

Exigences générales:

- Capacité à gérer l'équipe des ressources humaines
- Faire preuve de diplomatie et patient, mais aussi persistante
- Il aime l'enseignement et à l'écoute des autres
- Capacité d'organiser et de hiérarchiser la charge de travail, à l'aide d'initiatives, le cas échéant

• Compréhension et expérience dans le développement et la fourniture de connaissances adaptées et les compétences mises à jour pour les professionnels de la physiothérapie à l'aide au travail, séance d'information et à l'épaule aux approches d'apprentissage épaule.

• La flexibilité, l'adaptabilité, la diplomatie et l'autonomie pour travailler au sein d'une organisation partenaire local.

• faire preuve de souplesse pour adapter à l'évolution des exigences du programme et le climat politique.

• Compétence dans les programmes Microsoft Office Word, Excel et PowerPoint.

• d'adapter flexible et capable rapidement aux changements du projet.

• esprit d'équipe

• Capacité à réfléchir sur les

normes sociales et culturelles

• résilience de l'équilibre auto - forte / psychologique dans le travail avec les personnes traumatisées

• Parlant couramment l'anglais. Arabe un atout très fort

• Capacité à vivre en vertu des règlements de sécurité dans organigram

Fonctions **A u t r e ,**
Technicien **spécialiste**

Activités **Autre, Santé, Social**

Pays **Moyen** **Orient**

Contrat **C** **D** **D**

Postuler en ligne
https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.d=1985&idpartenaire=130

Date de fin de validité **14/05/2017**

 **Avis de recrutement**

Poste: Chef des programmes (m / f), Goma

La description

Responsable des programmes (m / f)

À Goma, RD Congo

Le poste doit être comblé le plus

tôt possible, avec une durée initiale du contrat jusqu'au 31 mai 2018. Il existe de bonnes perspectives d'extension. Le lieu de travail sera Goma, RD Congo.

Welthungerhilfe coopère avec des partenaires locaux et des organisations européennes pour réduire la faim et la

malnutrition. C'est notre vision d'atteindre Zero Hunger partout où nous travaillons d'ici 2030. Les objectifs du travail sont d'aider le bureau de pays à planifier, mettre en œuvre et poursuivre des projets et des programmes promus par Welthungerhilfe sur la base de documents conceptuels

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

valides, et pays, régionaux et mondiaux stratégies. vos responsabilités

Identifier, examiner et évaluer (pré-sélection) de nouvelles idées de projets sur la base des programmes de pays ainsi que des documents conceptuels et du cadre d'orientation

Assurer le respect de la norme de qualité de Welthungerhilfe lorsque les organisations partenaires préparent des documents de planification de projet

Préparer les documents de projet internes et veiller à ce que les plans de coûts et de financement soient préparés

Identifier les options de cofinancement et négocier avec les cofinanciers en accord avec les directeurs régionaux et nationaux ainsi qu'avec d'autres acteurs concernés

Préparation des demandes de cofinancement

Identifier de nouveaux projets potentiels et de nouveaux partenaires de projet

Votre profil

Diplôme universitaire ou

technique ou qualification dans les domaines des études de développement, de la paix et de la gestion des conflits ou qualification similaire

Plusieurs années d'expérience dans la gestion et la mise en œuvre de projets d'organisations internationales (d'aide), de préférence dans des régions en crise

Expérience dans la coopération avec des donateurs internationaux tels que l'UE, USAID, KFW, BMZ, DFID

Un haut niveau de résilience mentale et physique et la disponibilité à voyager dans des zones où les conditions locales sont volatiles

Compétences de coordination et d'organisation, y compris la capacité de travailler sous pression

La maîtrise du français et de l'anglais écrit et parlé, la connaissance de l'allemand ou du swahili est un atout

Notre offre

Nous vous offrons une coopération dans une équipe hautement dévouée et une tâche responsable. En outre,

nous facilitons une organisation souple du temps de travail ainsi qu'un équilibre travail-vie sain. La rémunération axée sur le rendement repose sur un plan de salaire interne. Bien sûr, une formation complète fait également partie de notre offre.

Veillez envoyer votre demande via notre système de recrutement en ligne avant le 12 mai 2017. Si vous avez des questions concernant votre demande, veuillez contacter Barbara Kürsten (barbara.kuersten@welthungerhilfe.de).

Ville / Ville Goma, DRC

Positions

Communication, coordination, gestion de projet, autres

Domaines d'activité Agriculture, Environnement, Génie Civil, Hydraulique

Pays Afrique, RD Congo

Contrats P o s t e à durée déterminée

Date d'expiration de l'annonce 12/05/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Chargé(e) d'appui à l'étude sur la valorisation des compétences de la diaspora mauritanienne en Europe

Description

Le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement

Le Grdr Migration-Citoyenneté-Développement milite en faveur d'un monde où les citoyens, où qu'ils soient, sont les premiers acteurs de leur territoire de vie. C'est ainsi que, depuis 1969, il agit en faveur du développement local des territoires tout en accompagnant les personnes migrantes sur leur territoire d'accueil et dans leurs projets en faveur de leur région d'origine.

Le Grdr est structuré entre deux espaces : la France et l'Afrique. Certains programmes articulent les initiatives des deux territoires. Grâce à leur double appartenance à leur territoire d'origine et d'accueil, les migrants deviennent acteurs des projets de développement menés dans les régions d'origine auprès des partenaires français et des acteurs de leurs collectivités locales de résidence.

En Afrique de l'Ouest (Mali, Mauritanie, Sénégal: Bassin du Fleuve Sénégal et Casamance – Guinée Bissau: pôle maritime), principal bassin subsaharien d'émigration vers la France, le GRDR travaille avec les autorités administratives locales, les services techniques de l'Etat, les municipalités et les acteurs

de la société civile autour du triptyque «décentralisation – développement local – lutte contre la pauvreté». Il promeut le processus de maîtrise locale de la décision et de l'action pour une amélioration durable des conditions de vie des populations conforme à leurs aspirations et basé sur une mobilisation des ressources locales.

En France, le Grdr est implanté dans 3 régions (Ile-de-France, Haute Normandie et Nord Pas-de-Calais). L'ancrage territorial des actions du Grdr

en appui aux dynamiques locales et en réponse aux enjeux de développement de ces territoires est au cœur de sa logique d'intervention. Pour cela, il s'appuie sur les ressources des différentes cellules / antennes pour articuler ses problématiques locales aux enjeux plus globaux. Les axes d'intervention du GRDR en France sont:

– **Promouvoir la solidarité internationale (co-développement, coopération décentralisée, éducation au développement et à l'environnement...);**

– **Renforcer l'insertion socio-économique des migrants subsahariens (jeunes / femmes / migrants âgés);**

– **Alimenter le débat public national et européen par des productions de qualité et l'implication dans différentes dynamiques collectives inter-associatives sur les**

questions de «Migration / développement/citoyenneté»

Outre l'activité d'accompagnement au montage de projet de solidarité internationale, le Grdr mène des actions d'éducation à la citoyenneté, dans une logique d'ouverture des territoires (et notamment ruraux) à l'international et pour promouvoir l'engagement des citoyens, et notamment les jeunes, dans la construction de territoires solidaires.

La mission de Volontariat de Service Civique : "Appui à l'étude sur la valorisation des compétences de la diaspora mauritanienne en Europe"

Dans le cadre de la composante Migration et Développement de la Stratégie de Gestion des Migrations de Mauritanie, et d'une convention de partenariat avec l'Union Européenne, la mission a pour objectif de renforcer la connaissance sur les organisations et les compétences de la diaspora mauritanienne en Europe (France, Espagne, Belgique). La mission s'inscrit dans un projet qui vise à valoriser les dynamiques de codéveloppement des ressortissants mauritaniens auprès de leurs représentations consulaires en Europe.

Le mapping des organisations et compétences de la diaspora mauritanienne en Europe sera réalisé par une équipe de consultants externe retenue à cet effet. Le volontaire

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

aura pour mission principale d'accompagner les consultants dans la réalisation de leur travail.

Le volontaire interviendra en appui dans :

La conception d'une première base de contacts des représentants associatifs de la diaspora mauritanienne en France et en Belgique. Il sera amené à synthétiser la bibliographie correspondante.

L'organisation et l'animation de réunions en France et en Belgique avec les représentants associatifs afin de les informer sur la démarche du projet et de les renforcer en fonction des besoins identifiés (montage de projets et recherche de subvention, mise en relation avec les acteurs locaux mauritaniens, réflexion sur les enjeux du développement en Mauritanie.

L'accompagnement des consultants dans la réalisation et le suivi de leur travail. Le volontaire participera à la réalisation des enquêtes de terrain, il sera pleinement impliqué dans la définition d'une méthodologie d'entretiens adaptée. Des missions en France (et éventuellement en Belgique et en Espagne) sont à prévoir.

Ville Montreuil (93)

Expériences /

Formation du candidat

Il n'est pas exigé de connaissances théoriques sur les pratiques de codéveloppement de la diaspora mauritanienne, mais il est fortement souhaité que le volontaire démontre un intérêt pour la solidarité internationale.

La maîtrise de l'outil informatique est nécessaire

Langues parlées

F r a n ç a i s

Qualité du candidat

D y n a m i s m e

A u t o n o m i e

Rigueur et organisation

Excellentes capacités de rédaction et de synthèse

Excellentes capacités de communication et d'adaptation

Ouverture d'esprit

Maîtrise de l'outil informatique

Intérêt démontré pour le développement et la solidarité internationale

Intérêt démontré pour la question des migrations

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction,

C o m m u n i c a t i o n ,
Etudes, Recherche

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Social

Pays Afrique, Europe, Mauritanie, Belgique, Espagne, France

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

VSC 6 mois

Documents à envoyer

C V

Lettre de motivation

Nom de la personne contact

Zoé Vauquelin

Email de la personne contact
zoe.vauquelin@grdr.org

Date de fin de validité 19/05/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Référent santé-nutrition régional – Dakar – SENEGAL – H/F

Description

Contexte du poste

Nous menons des projets de lutte contre la malnutrition, de santé maternelle infantile et néonatale, ainsi que des projets de surveillance épidémiologique dans plusieurs pays. La zone de responsabilité du Référent santé-nutrition régional couvre la zone de l'Afrique de l'Ouest et le Cameroun.

Référent technique Afrique de l'ouest / centrale

appuyer la conception et la mise en œuvre de projets dans le domaine de la nutrition

assurer le suivi technique des projets

faciliter la capitalisation technique des projets nutrition

coordonner et suivre les recherches scientifiques et/ou opérationnelles dans le cadre des projets nutrition

participer à la coordination humanitaire avec les autres acteurs de nutrition au niveau régional

représenter CRF Afrique de l'ouest / centrale pour les sujets techniques

représenter la Croix-Rouge française auprès des bureaux régionaux du Mouvement Croix Rouge/Croissant-Rouge

basés à Dakar : FICR, CICR, autres sociétés nationales

représenter la Croix-Rouge française auprès des bailleurs de fonds basés à Dakar

représenter la Croix-Rouge française auprès des autres acteurs impliqués dans les domaines de la santé et de la nutrition dans la région

Référent technique nutrition

appui technique aux missions de la Croix-Rouge française dans le domaine de la nutrition

coordonner la capitalisation technique des projets nutrition de la région

Le Poste

Liens hiérarchiques et fonctionnels

Lien hiérarchique

Travaille sous la responsabilité du référent technique du pôle santé au siège de la CRF

Lien fonctionnel

Collabore en interne avec : les référents techniques du pôle santé, les coordinateurs santé ou chefs de projets (délégués ou nationaux), ainsi que l'ensemble des chefs de délégation sur la zone Afrique de l'ouest et centrale.

Collabore en externe avec : les représentants techniques du Mouvement Croix-Rouge, les référents techniques des bailleurs de fonds impliqués

en santé/nutrition (ECHO/OFDA/OMS, etc.), les acteurs dans le secteur de la santé et nutrition sur la zone Afrique de l'ouest/centrale.

Ville D a k a r

Expériences / Formation du candidat

Le profil du candidat

Formation :

diplôme initial dans le domaine des sciences de la santé (médical, paramédical) exigé

diplôme supérieur en santé publique et/ou nutrition aux pays en voie de développement exigé

Connaissances spécifiques :

connaissance du contexte Sahélien

formation IMPACT / Mouvement appréciée

excellente maîtrise du reporting bailleur et des outils de suivi / monitoring de projet

Compétences et expériences indispensables :

expérience exigée en gestion de projets humanitaires / développement dans le domaine de la santé et de la nutrition de cinq ans

expérience sur le terrain indispensable (minimum 4 ans), notamment dans des programmes en santé et de lutte contre la malnutrition

connaissances des principales

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

recommandations de l'OMS sur les thématiques de la santé publique (RSS, SMNI, Maladies infectieuses, MNT etc.)

expérience dans la recherche de fonds et l'établissement de partenariat avec les bailleurs de fond est un plus

connaissance informatique (Excel, Word, Outlook, Power point, Réseaux)

Compétences et expériences souhaitées :

capacité à rédiger, à synthétiser et à diffuser l'information

aptitude à la représentation extérieure

aptitude à la créativité et la prise d'initiative

aptitude en animation et travail en équipe important.-Utilisation des nouvelles technologies

Langues :

Français courant (indispensable) et Anglais courant (souhaité)

Résumé :

Lieu de la mission: Dakar - SENEGAL

Durée de la mission: 12 mois

A pourvoir: mai 2017

Date limite de dépôt de candidatures : 10/05/2017

Statut : expatrié

La Croix-Rouge française se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce et de dépôt des candidatures. Merci de votre compréhension.

Pré-requis :

Passeport d'une validité supérieure à 6 mois au moment du départ prévu

Carnet de vaccinations à jour / aptitude à voyager

Formations en ligne :

Pour mieux connaître le mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge, nous vous invitons à suivre deux formations en ligne, gratuites et accessibles à tous.

La réalisation de ces formations constitue un plus dans votre candidature :

W.O.R.C. (World of Red Cross and Red Crescent) : cette formation en ligne est consacrée aux principes fondamentaux et au fonctionnement du Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge. A travers 12 modules elle aborde des sujets tels que l'origine et l'histoire du mouvement, ses principes fondamentaux, l'emblème, la Fédération internationale, le CICR et les sociétés nationales. Elle est destinée à tous : volontaires, salariés, adhérents ou aux personnes désirant en savoir plus sur le plus grand mouvement humanitaire au monde.

Stay Safe, quant à elle, est destinée à tous les personnels amenés à effectuer des missions internationales au nom de la Fédération ou d'une société nationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le cours a pour objectif de développer une culture commune de la gestion de la sécurité au sein du Mouvement. Elle permet ainsi une meilleure compréhension des principales menaces et risques que courent les acteurs humanitaires sur le terrain et propose des solutions pour en limiter l'impact.

Vous trouverez ces cours sur la Plate-forme d'apprentissage e-learning ouverte à tous de la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en cliquant sur le lien suivant : <https://ifrc.csod.com/client/ifrc/default.aspx>

Fonctions **Coordination,**
Gestion de projet,
Technicien spécialiste

Activités **S a n t é**

Pays **Afrique, Sénégal**

Contrat **C D D**

Durée du contrat

12 **mois**

Salaire / Indemnité

Selon la convention collective

Documents à envoyer

Postuler directement sur le site de la CRF:

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

http://emploi.national.croix-rouge.fr/fe/tpl_croixrouge02.p?newms=jj&id=73688&newlang=2

Postuler en ligne http://emploi.national.croix-rouge.fr/fe/tpl_croixrouge02.?newms=jj&id=73568&newlang=2

validité 10/05/2017

Date de fin de



Avis de recrutement

• **Poste** : Commission sur vente
COMMERCIAL(E) TRIPORTEUR

• **Type d'offre** : **Emploi** Couverture assurance Maladie à 70%

• **M é t i e r (s)** : Déclaration CNPS
C o m m e r c e / V e n t e s

• **Niveau(x)**: **BAC** Les produits à vendre

• **Expérience**: **3 ans** : Eau minérale, Jus de fruits et produits laitiers

• **Lieu**: **ABIDJAN - BONOUA - GRAND BASSAM - ABOISSO - DABOU - BINGERVILLE - JACQUEVILLE**

• **Date de publication**: **21/04/2017** Nb : Avant tout embauche un examen de conduite sera effectué.

• **Datelimite**: **31/05/2017**

• **C Ô T E D'IVOIRE** **TSALACH**

R E C R U T E **Connaitre parfaitement** : **ABIDJAN - GRAND BASSAM - DABOU - ABOISSO - BINGERVILLE - JACQUEVILLE**

• Description du poste

• La Société **CÔTE D'IVOIRE TSALACH** recherche dix (10) commerciaux triporteurs pour des ventes directes avec un triporteur.

Salaire brut mensuel
: **60.000 FCFA**

Expérience de conduite sur triporteur de 3 ans.

Le commercial triporteur est chargé de vendre et de fidéliser la clientèle. Il doit pour se faire retransmettre l'image de marque qu'il représente.

Afin de remplir ses missions avec succès, il se doit de respecter les horaires ainsi que les objectifs quantitatifs et qualitatifs. Il doit également prospecter, dans le détail, sur l'ensemble du secteur qui lui a été attribué. Il doit avoir une bonne présentation et une bonne élocution et posséder une bonne culture générale.

Un commercial triporteur se doit être dynamique, autonome et avoir le goût du challenge.

Véritable force de vente de l'entreprise, le commercial triporteur prospecte les clients potentiels et leur propose les produits.. Pour cela, il entretient avec leur clientèle une relation commerciale privilégiée, pérenne et placée sous le sceau de la confiance. Vendeur dans l'âme, il doit aussi jouer un rôle de conseil.

• **Dossiers de candidature**

• **Permis, CV et Lettre de motivation**

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

01/05/2017 AU 08/05/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Afiya	25 48 83 47	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Bethani	25 31 31 41	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Choukouroula	25 40 93 76	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Circulaire Sède	25 38 44 91	Maignon	25 31 01 20	Vidal	2 5 31 52 88
Diawara	25 30 61 68	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Espoir	25 31 54 12	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Gare	25 31 62 06	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hippodrome	25 34 02 32	Ouédraogo	25 37 16 52		
Hôpital	25 30 66 41	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
Jean Paul II	25 41 81 54	Principale	25 37 54 15		
Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
 Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
 ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
 SONABEL: 25 30 61 00
 Aéroport: 25 30 65 15
 Police secours: 25 30 71 00
 Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
 Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
 ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
 SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
 Aéroport: 20 97 00 70
 Burkina secours: 20 97 01 43
 Police secours: 17
 Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
 Burkina Faso
 Tél: + 226 76609721
 E-mail: redaction@sc-mail.info
 Site web:
 www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
 n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F
 n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
 OTC
 Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
 Siaka GOW

Rédacteur en chef
 Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
 - Alfred Syé KAM
 - Aminata PORGO
 - Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
 Eliane BAYALA
 Aminata PORGO
 Bernard HIEN
 Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
 www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
 +226 72080505
 +22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
 +226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
 Tél: +226 20954746
 +226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO